

# Un ministre globalement convaincu mais peu convainquant

Une délégation du SNUI et de SUD Trésor a été reçue vendredi 14 septembre par le ministre Eric Woerth.

En s'appuyant sur le bilan réalisé cet été par l'administration sur la mise en place des Hôtels des Finances, des compétences croisées, du numéro de téléphone et de l'adresse Internet uniques, il a livré son sentiment sur les deux options de fusion DGI-DGCP sans cacher que la fusion globale serait source d'économies importantes pour le budget de l'Etat.

Le SNUI et SUD Trésor ont répliqué en lui fournissant leur bilan syndical (reproduit à la fin de ce communiqué) des récents rapprochements de missions et en lui rappelant l'important passif subi par les agents.

Malgré un fort questionnement sur les moyens dont il devra disposer pour atteindre ses objectifs, le ministre s'est contenté d'évoquer une phase de «*négociations fines et complexes*» sur les conditions de travail, les rémunérations et le statut.

## Quelle fusion ?

En nous livrant son sentiment sur les points positifs et négatifs des deux schémas de fusion, le ministre semble pencher pour la réforme la plus totale :

- *«La fusion fiscale est la plus simple à réaliser, car elle est déjà en partie faite, elle respecte les spécificités «métiers», elle est lisible mais le calibrage du nombre d'agents à transférer n'est pas évident, tout comme les gains de productivité à long terme.*
- *La fusion totale est plus lourde, plus compliquée, plus longue à réaliser, mais offrirait des grandes possibilités de mobilité pour les agents et sauvegarderait plus facilement les trésoreries en milieu rural».*

Pour le SNUI et SUD Trésor, cette façon de présenter les avantages et inconvénients de chacune des deux options indique clairement l'avenir : ce sera soit la fusion globale, soit une formule intermédiaire élaborée pour continuer de faire passer au fil du temps la réduction des moyens publics et l'accroissement de la flexibilité dans la gestion des agents.

Dans un cas comme dans l'autre l'administration fiscale unique sera réalisée, mais les conséquences sur les agents et sur le service public seront plus ou moins négatives.

## Faut pas rêver !

Même si le ministre affirme vouloir prendre toutes les précautions nécessaires pour justifier et promouvoir son choix, même s'il annonce d'ores et déjà une grande phase de négociations, ni les agents des deux réseaux, ni les usagers ne sortiront gagnants de la décision à venir. En effet, celle-ci ayant pour objectif la réalisation d'importantes économies, elle aggravera encore les problèmes de flexibilités en tirant la gestion des agents vers le bas.

De plus, une autorité administrative unique aura une autre conséquence désastreuse : une politique de contrôle fiscal dictée par les seuls enjeux économiques ! Enfin, quelle garantie pour le maillage territorial ? Aucune, bien au contraire.

Et que dire de l'absence persistante de reconnaissance par les ministres successifs des efforts fournis et des nouvelles qualifications acquises !

Devant le risque de plus en plus grand que le ministre choisisse la fusion globale dans le but de réaliser d'importantes économies d'échelle, le SNUI et SUD Trésor ont déclaré qu'ils combattront cette vision régressive tant pour les agents que pour le service public. Dans tous les cas, ils ont particulièrement insisté auprès du ministre pour qu'il solde tous les passifs accumulés lors des restructurations ou transferts de missions effectués depuis 2001 avant toute autre annonce d'un nouveau chamboulement dans l'organisation du travail.

C'est début octobre que le ministre dira comment il envisage la fusion. D'ici là, le SNUI et SUD Trésor entameront une mobilisation de tous les personnels pour que les annonces officielles soient faites sous une surveillance offensive.



Paris, 14 septembre 2007